




Projet de loi de finances rectificative pour 2022

Jean-François Husson, rapporteur général
Commission des finances
Jeudi 28 juillet 2022

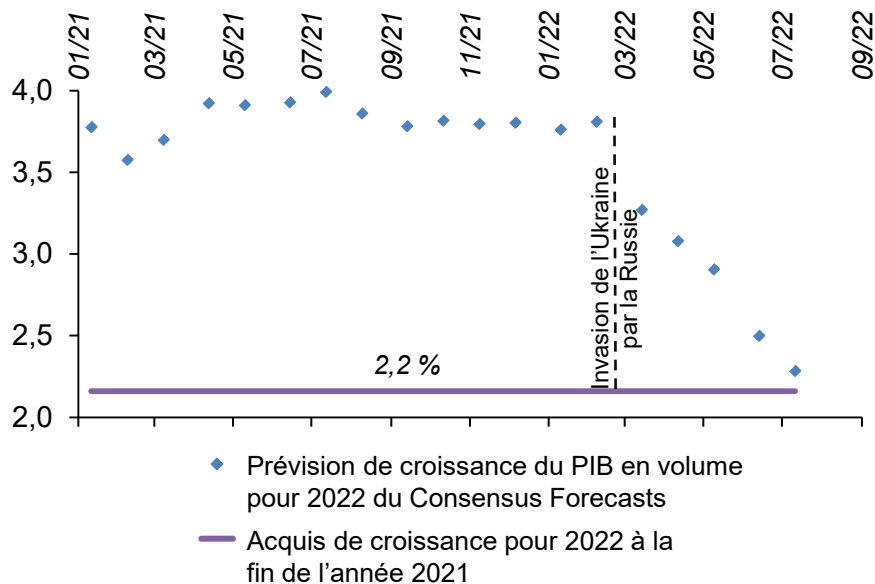




Une reprise économique cassée dans son élan par les tensions d'approvisionnement et la crise énergétique

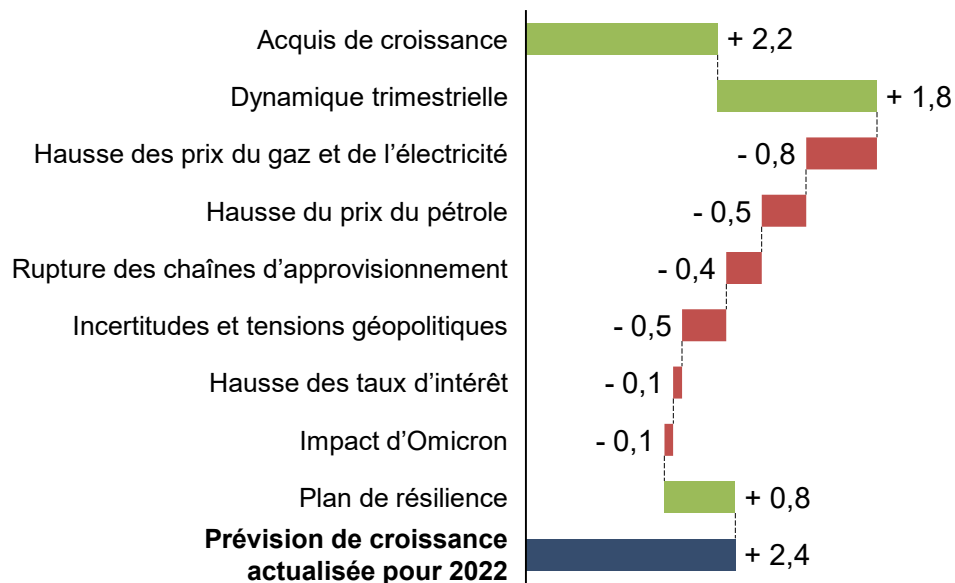
Sous l'effet des chocs subis depuis la fin de l'année 2021, la prévision de croissance du PIB pour 2022 est revue à la baisse

Révision des prévisions de croissance du PIB en volume pour 2022 (en volume – en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat d'après le Consensus Forecasts

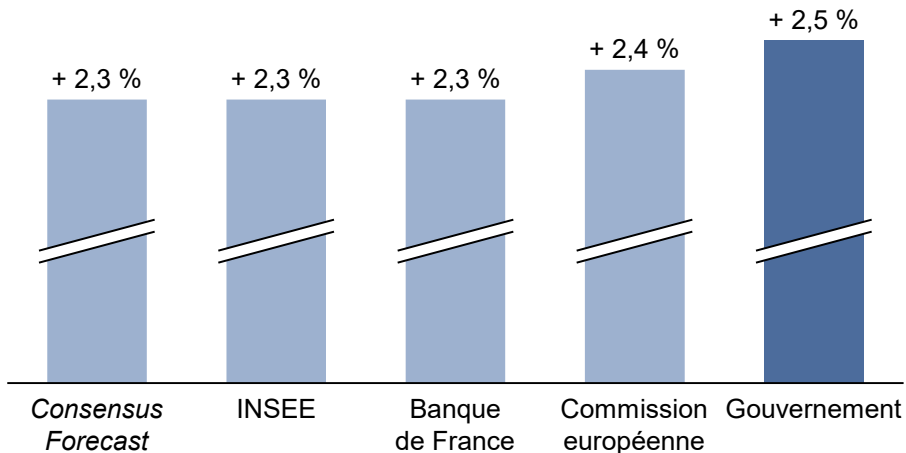
Décomposition des chocs sur la prévision de croissance du PIB (en point de PIB)



Source : commission des finances du Sénat d'après l'OFCE (juin 2022)

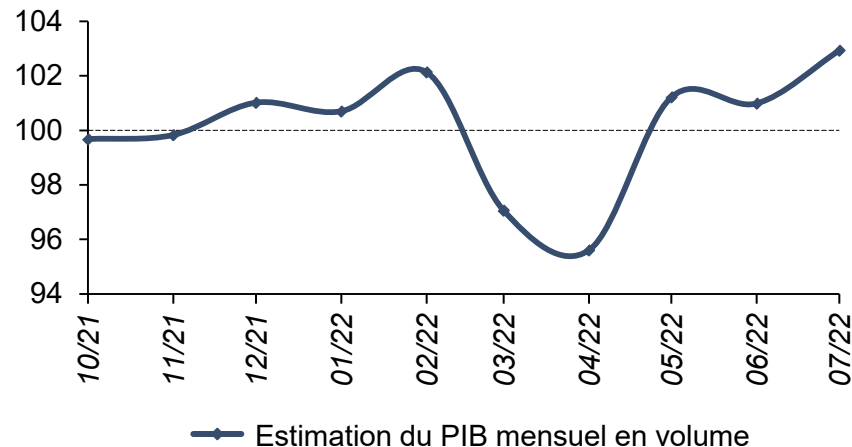
La prévision de croissance du PIB pour 2022 apparaît optimiste alors que certains indicateurs semblent montrer un ralentissement de l'activité au deuxième trimestre

Comparaison des différentes prévisions de croissance du PIB pour 2022 (en volume – en pourcentage)



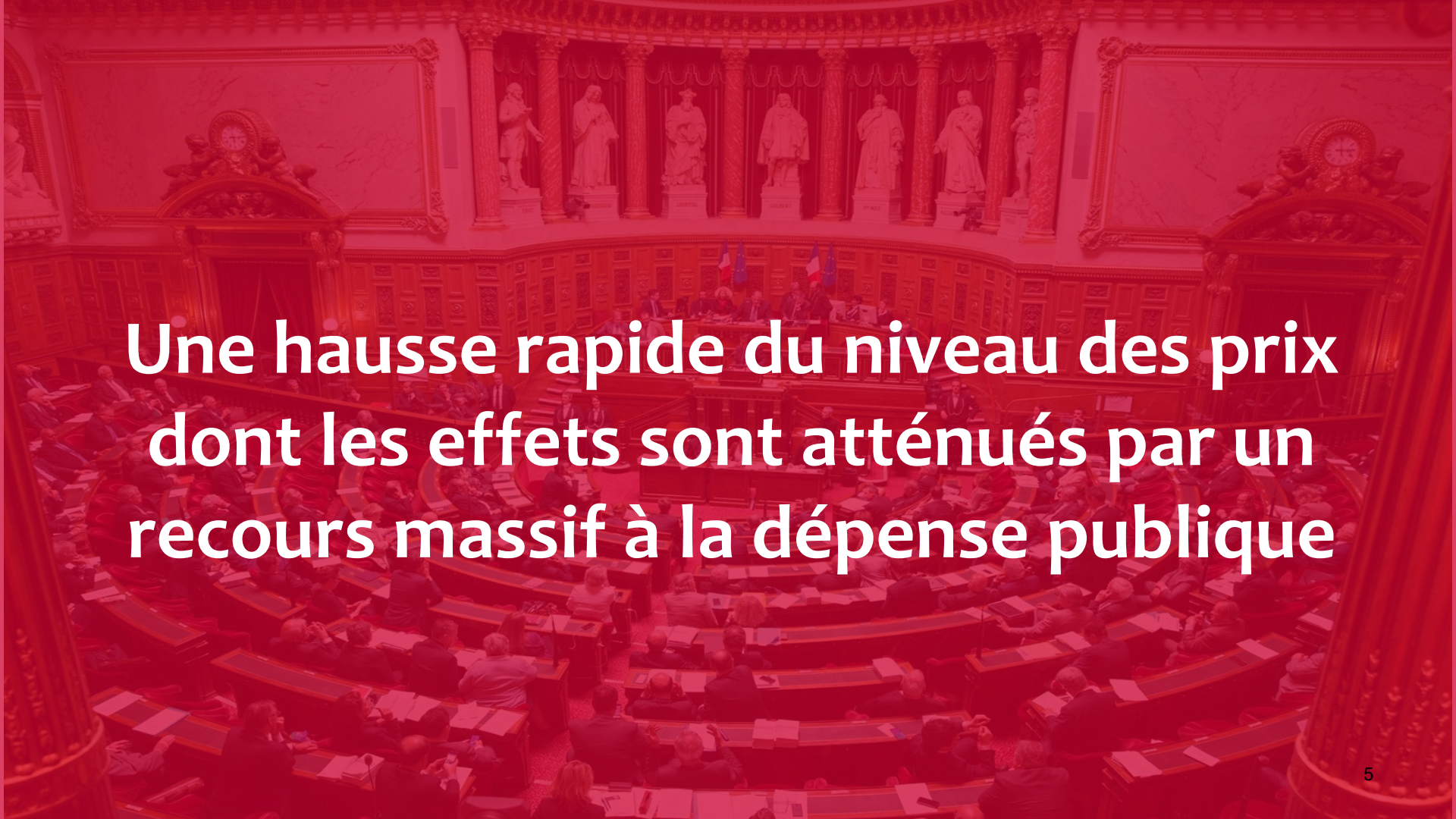
Source : commission des finances d'après les données du Consensus Forecasts, les documents budgétaires, la note de conjoncture de l'INSEE de juin 2022, la note de projections macroéconomiques de la Banque de France de juin 2022 et la prévision économique d'été 2022 de la Commission européenne

Évaluation du PIB mensuel (base 100 en décembre 2019)



Note : ces estimations n'engagent ni l'OCDE ni les concepteurs du Weekly Tracker publié par l'OCDE.

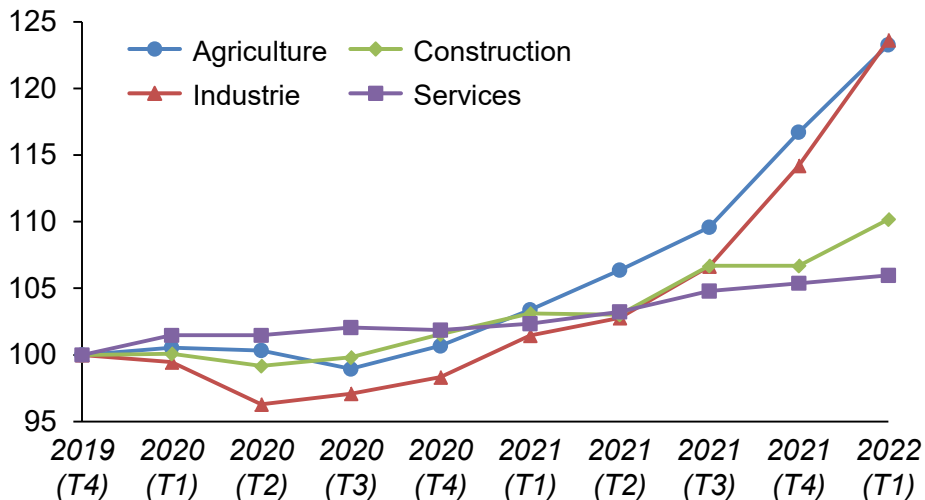
Source : calculs et estimations de la commission des finances d'après les données du Weekly Tracker de l'OCDE pour la France à la date du 21 juillet 2021 et des comptes nationaux trimestriels pour la France de l'OCDE



**Une hausse rapide du niveau des prix
dont les effets sont atténués par un
recours massif à la dépense publique**

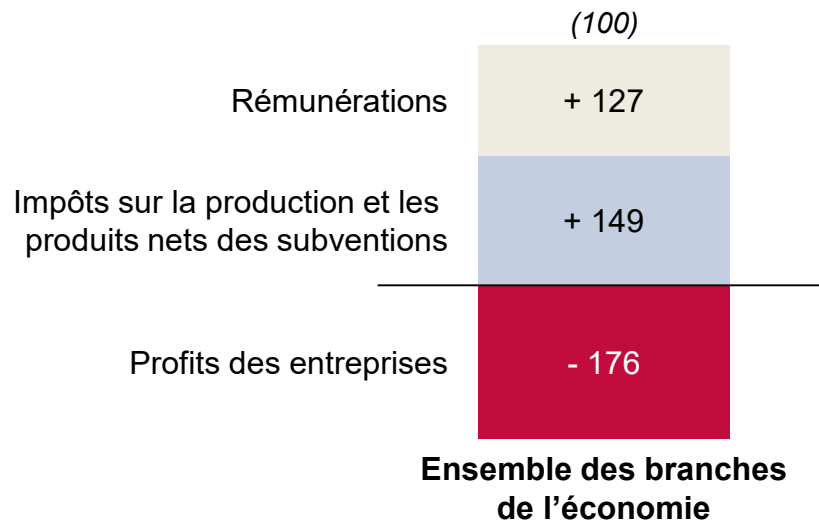
Les prix à la production ont augmenté très sensiblement mais cette hausse a été ralentie par une contraction des profits des entreprises dans la plupart des secteurs

Évolution des prix à la production des différentes branches de l'économie
(base 100 au quatrième trimestre 2019)



Source : commission des finances d'après les indices des prix à la production de l'INSEE au mois de juillet 2022

Décomposition des contributions à la hausse des prix à la production entre les premiers trimestres 2021 et 2022
(pour 100 euros d'augmentation des prix à la production dans l'ensemble de l'économie)

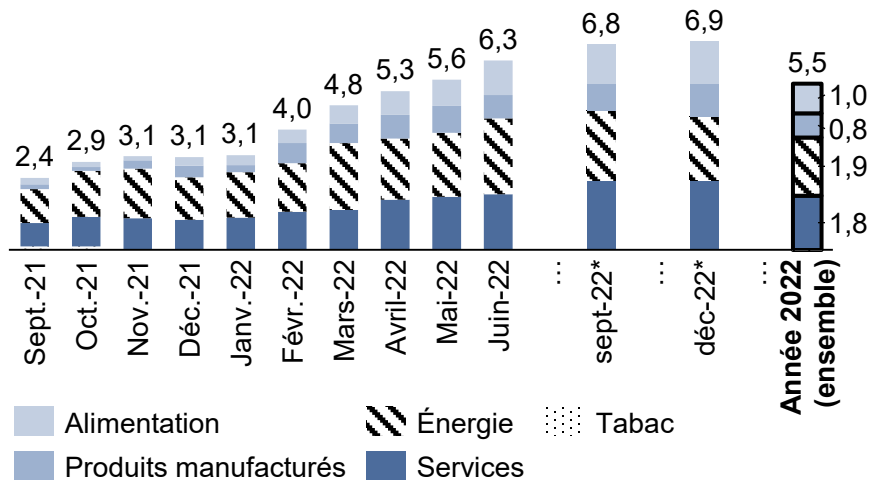


Source : calculs de la commission des finances d'après les comptes nationaux de l'INSEE au premier trimestre 2022

Le pouvoir d'achat des ménages a reculé en début d'année 2022 sous l'effet d'une hausse de l'inflation portée par l'augmentation des coûts de l'énergie mais également de l'alimentation et des services

Décomposition de l'évolution de l'indice des prix à la consommation

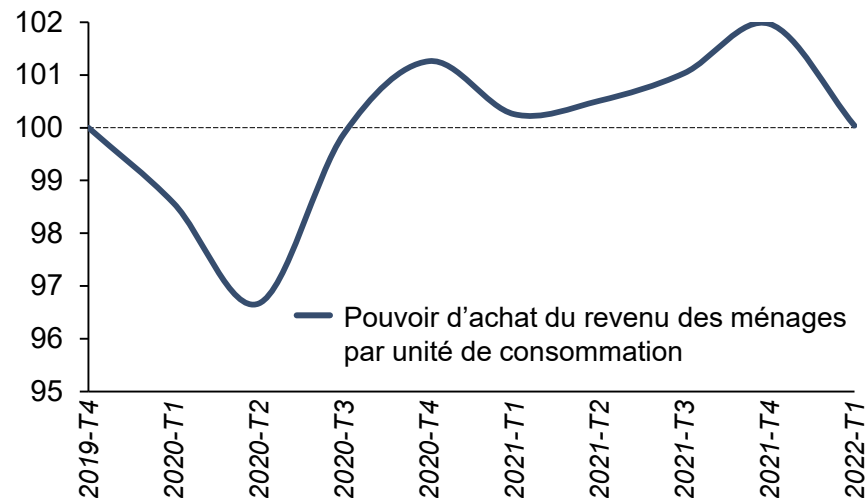
(taux de croissance en glissement annuel et en pourcentage – contribution en point de pourcentage)



Source : calculs de la commission des finances d'après les indices des prix à la consommation de l'INSEE au mois de juillet 2022 et le note de conjoncture de l'INSEE du 24 juin 2022

Évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages par unité de consommation

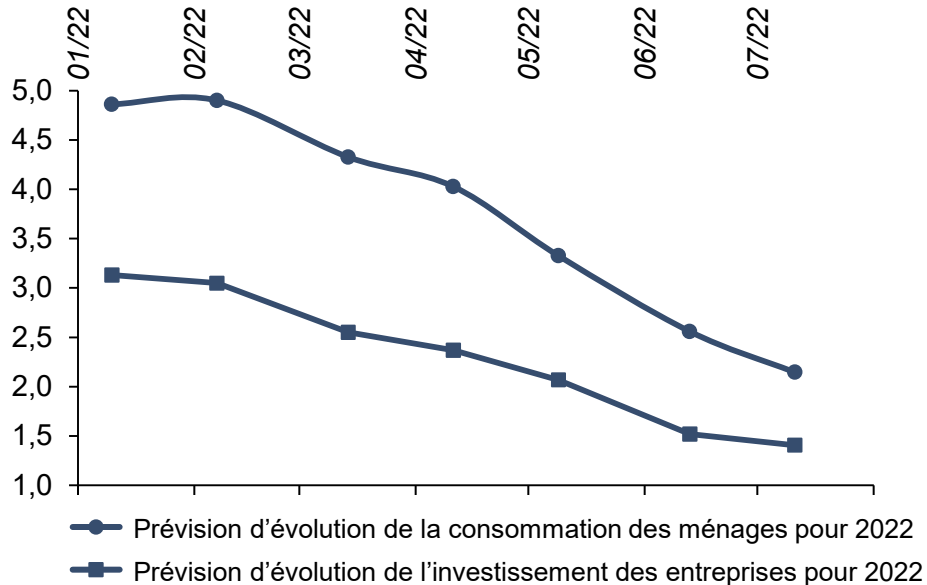
(base 100 au troisième trimestre 2019)



Source : calculs de la commission des finances d'après les comptes nationaux de l'INSEE au premier trimestre 2022

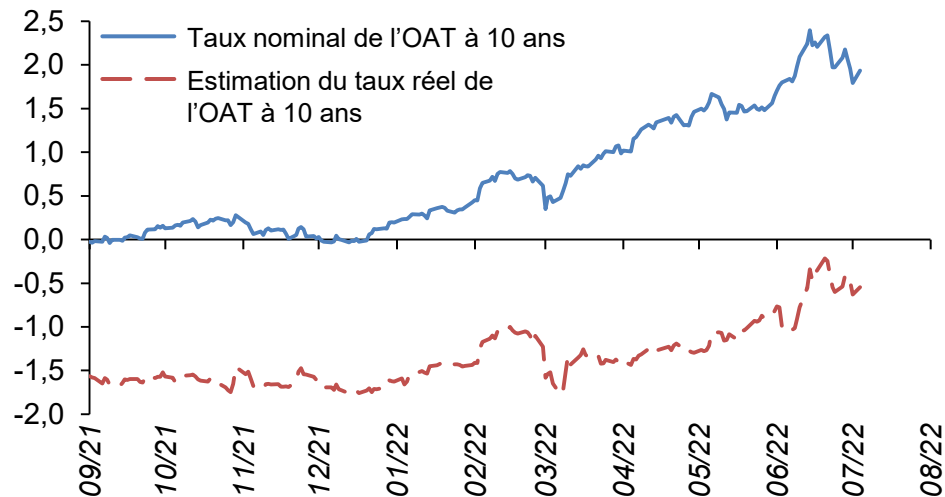
Un contexte inflationniste qui pèse sur les prévisions de consommation et d'investissement tout en dégradant les conditions d'endettement des administrations publiques

Évolution de la prévision d'évolution de l'investissement des entreprises et de la consommation des ménages en 2022 (taux d'évolution en pourcentage)



Source : commission des finances d'après les données du Consensus Forecasts

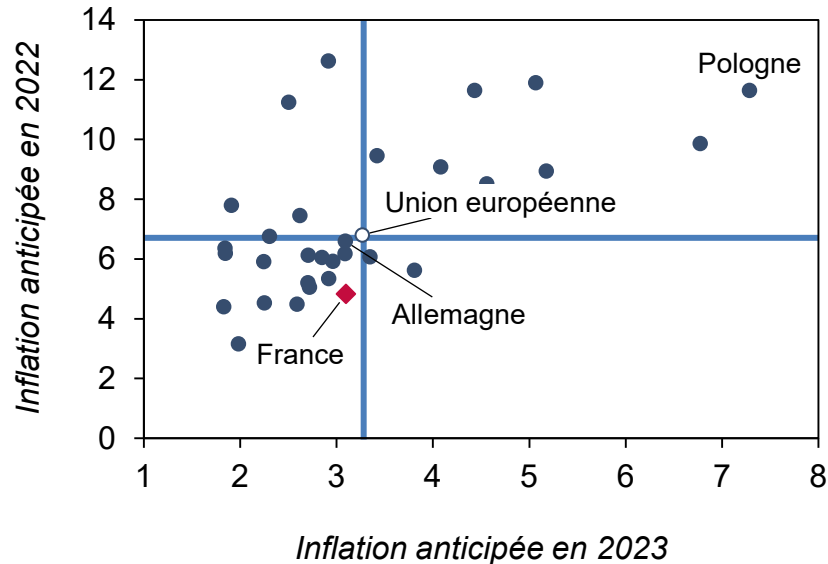
Évolution des taux des obligations assimilables du Trésor (OAT) françaises à 10 ans (en pourcentage)



Source : calculs de la commission des finances d'après les taux journaliers publiés par la Banque de France et l'évolution du point mort de l'inflation publiée par l'Agence France Trésor

Quoiqu'efficaces, les mesures prises par les pouvoirs publics pour limiter les effets de l'inflation sont particulièrement coûteuses

Comparaison des taux d'inflation anticipés par la Commission européenne en 2021 et 2022 (évolution en pourcentage de l'indice des prix à la consommation harmonisé)



Source : commission des finances d'après les prévisions macroéconomiques d'été de la Commission européenne

« Combien ça coûte ? » Coût des mesures pour atténuer les effets de l'inflation sur le revenu des agents économiques (en milliards d'euros)

	2021	2022
Compensation aux fournisseurs de gaz	0,4 Md€	4,7 Md€
Blocage électricité : Baisse TICFE	-	7,4 Md€
Compensation aux fournisseurs d'électricité	-	8,9 Md€
Indemnité inflation	3,8 Md€	-
Chèque énergie exceptionnel	0,5 Md€	-
Remise carburants	-	7,6 Md€
Aide exceptionnelle de rentrée	-	1,0 Md€
Revalorisation anticipée des retraites et des prestations	-	6,7 Md€
Barème kilométrique	-	0,4 Md€
Subventions aux énérgo-intensifs	-	3,0 Md€
Aides sectorielles	-	1,1 Md€
Total	4,7 Md€	40,8 Md€

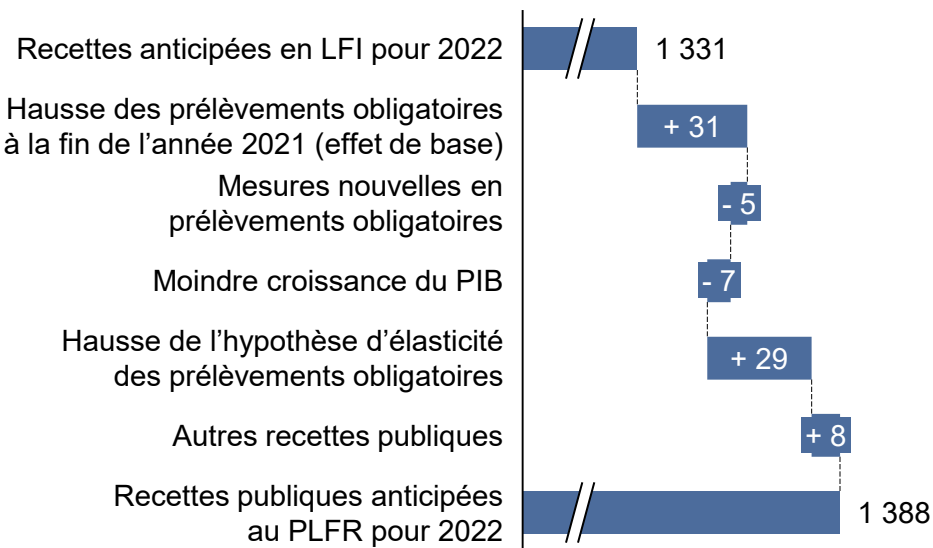
Source : commission des finances d'après le Gouvernement



**Les dépenses publiques filent alors que
les conditions de financement des
administrations publiques se détériorent
fortement**

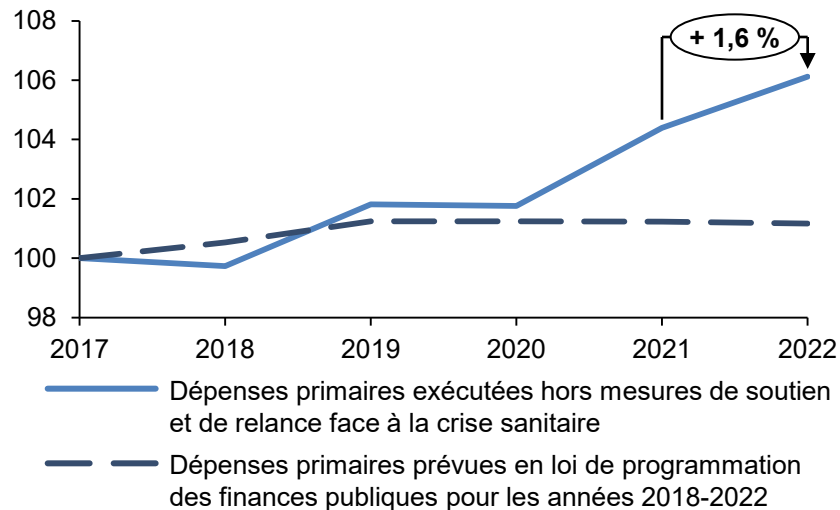
Les recettes devraient être un peu plus dynamiques que prévu en 2022 tandis que les dépenses atteindront un niveau qui dépasse très largement les objectifs fixés en début de quinquennat

Évolution de la prévision de recettes publiques brutes des crédits d'impôts en 2022 (en milliards d'euros)



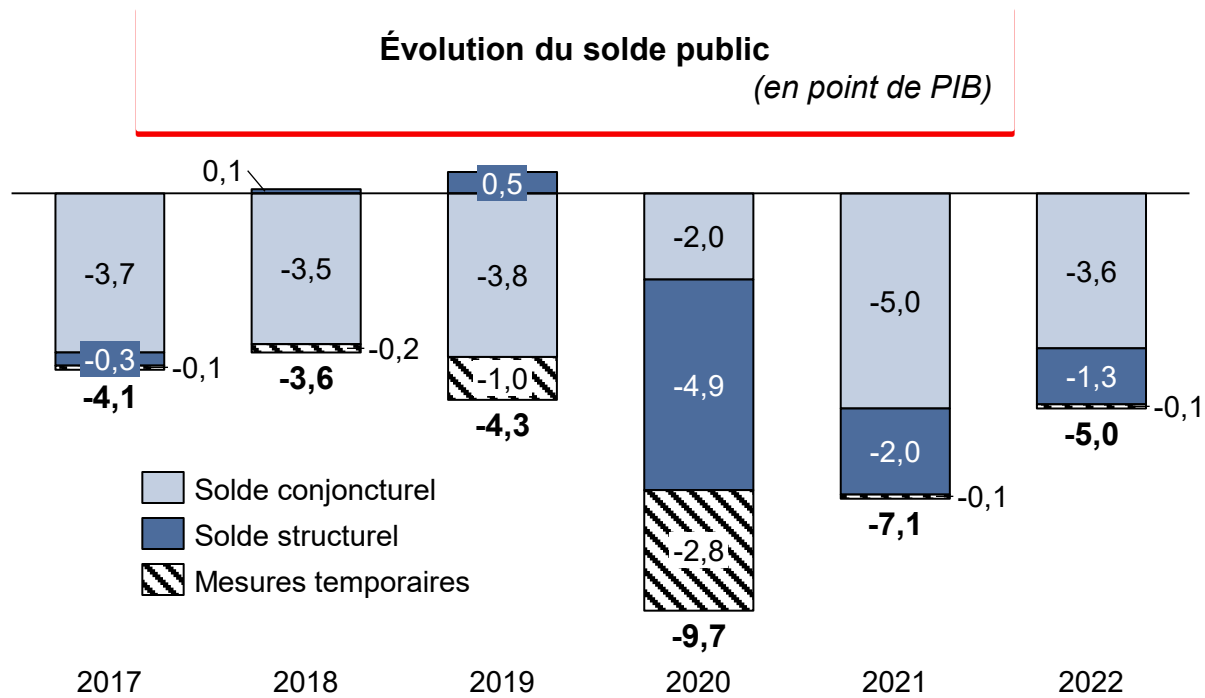
Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

Évolution des dépenses primaires depuis 2017 (croissance en volume - base 100 en 2017)



Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

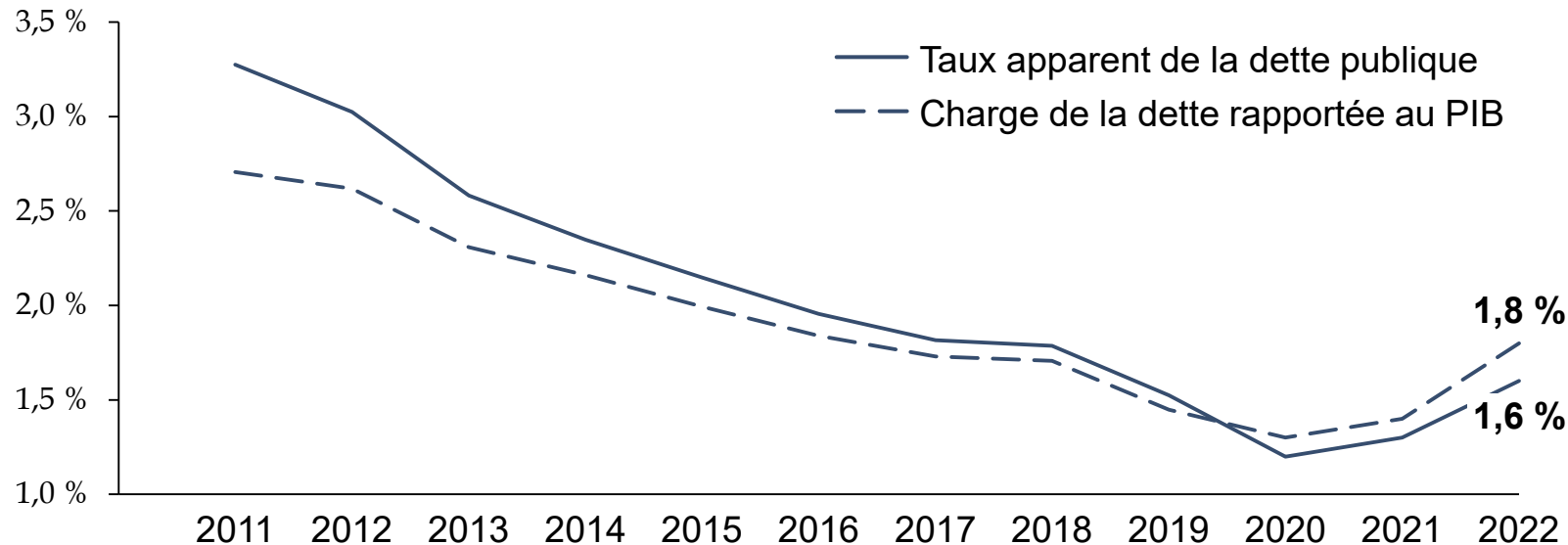
Le déficit public se maintiendrait à 5 % du PIB mais cette hypothèse reste entourée de nombreuses incertitudes



Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

La dette publique atteindrait 2 930 milliards d'euros dans un contexte marqué par la dégradation des conditions de financement de la France

Évolution de la charge de la dette et du taux apparent de la dette publique
(en point de PIB)

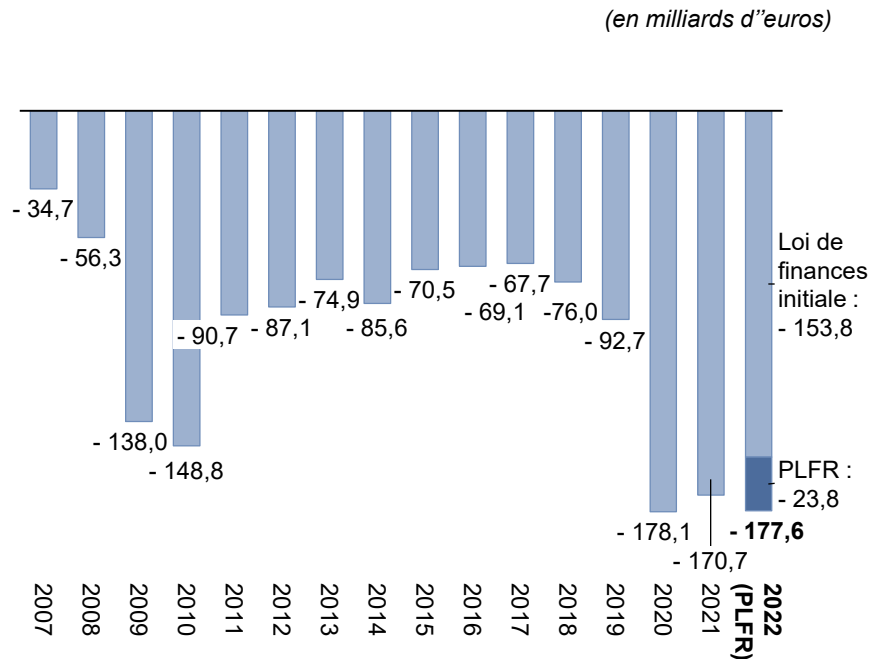




**Le budget de l'État :
la persistance d'un recours massif à la
dépense budgétaire**

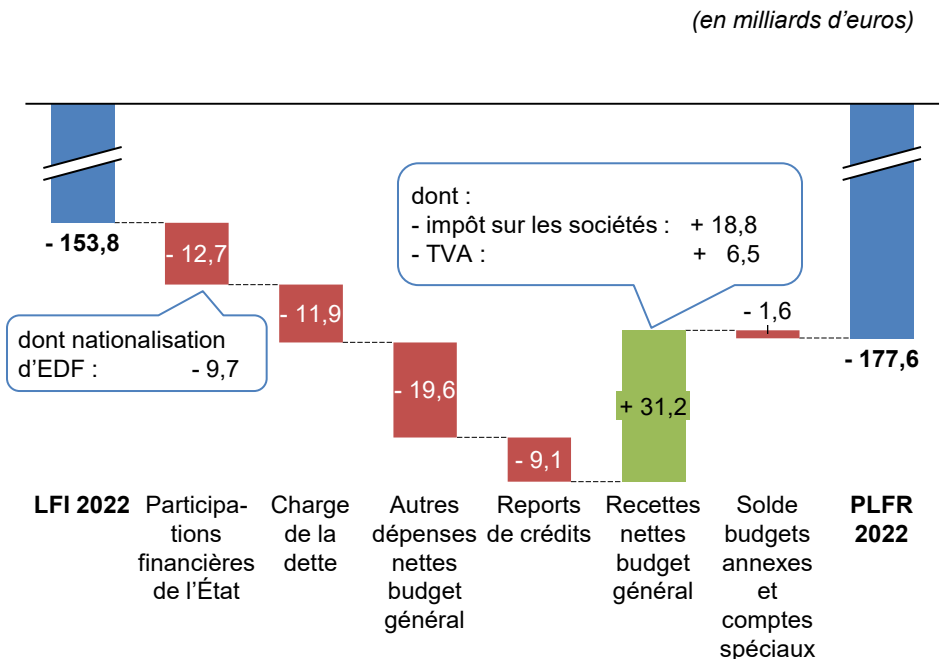
Le surcroît de déficit résulte d'une augmentation considérable des dépenses, malgré une hausse remarquable des prévisions de recettes

Évolution du déficit budgétaire de 2007 à 2022



Texte initial du projet de loi de finances rectificative
Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

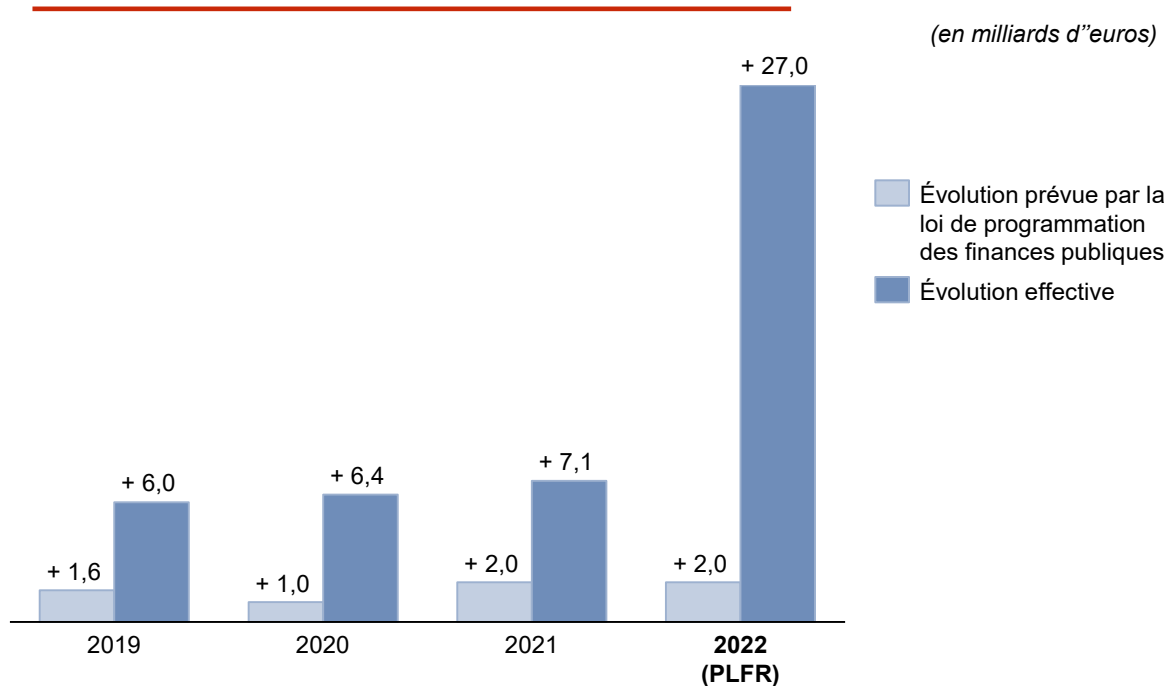
Évolution de la prévision de déficit entre la LFI et le PLFR



Texte initial du projet de loi de finances rectificative
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires 15

Toute volonté de maîtriser les dépenses a été abandonnée

Évolution de la norme de dépenses pilotables



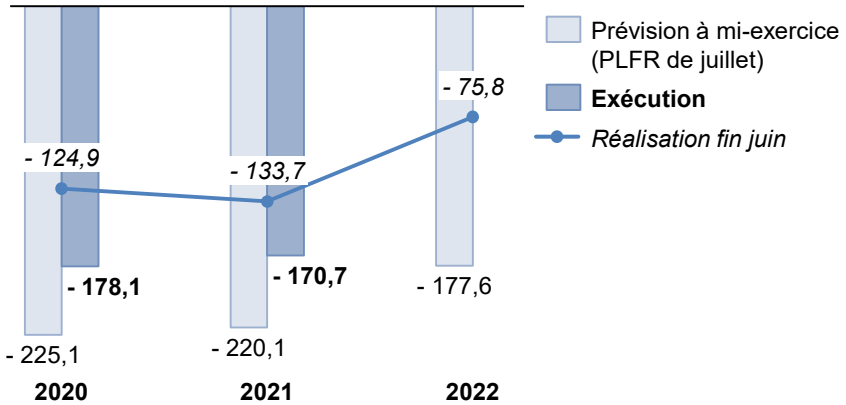
Texte initial du projet de loi de finances rectificative

Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

La « bonne surprise » observée en exécution en 2020 et en 2021 risque de ne pas se reproduire en 2022

Prévision à mi-exercice et exécution du solde budgétaire de 2020 à 2022

(en milliards d'euros)



Les dépenses les plus importantes sont quasi-certaines.

- Charge budgétaire de la dette : + 11,9
- Nationalisation d'EDF : + 9,7
- Suppression de la contribution à l'audiovisuel public : + 3,1 *
- Aide aux entreprises énérgo-intensives, mesure de soutien aux ménages, hausse du point d'indice, primes aux employeurs d'alternants, etc.

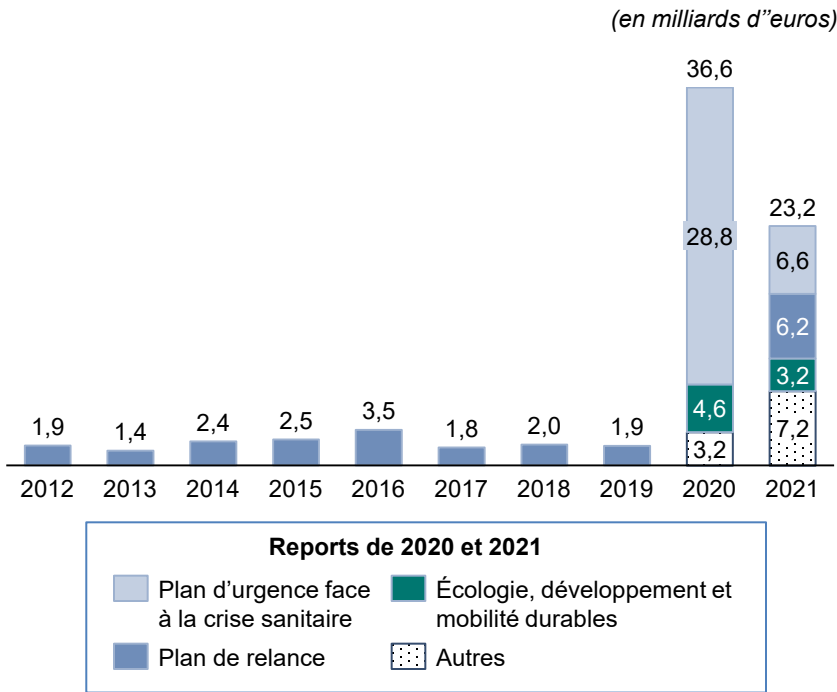
Toutefois, **certaines enveloppes aménagent des réserves de budgétisation confortables** (dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles : + 2).

Texte initial du projet de loi de finances rectificative
Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

* S'agissant de l'audiovisuel public, l'affectation de TVA votée par l'Assemblée nationale a le même effet sur le solde budgétaire que la création d'une mission budgétaire initialement prévue par le Gouvernement. 17

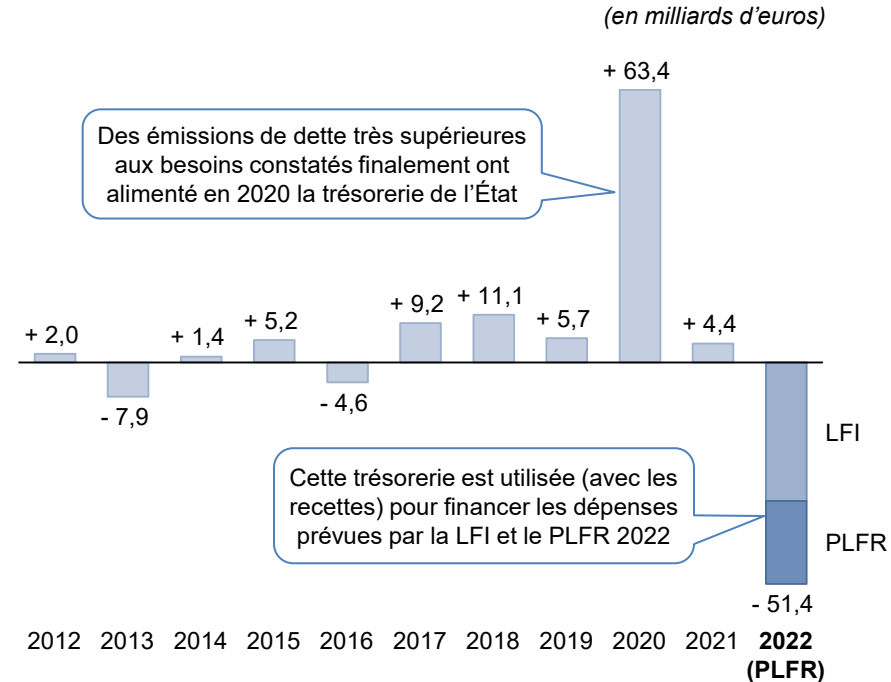
Le recours à des techniques budgétaires spéciales pour financer l'explosion des dépenses

Reports de crédits non consommés d'un exercice à l'exercice suivant



Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

Variation des disponibilités du Trésor de 2012 à 2022



Texte initial du projet de loi de finances rectificative

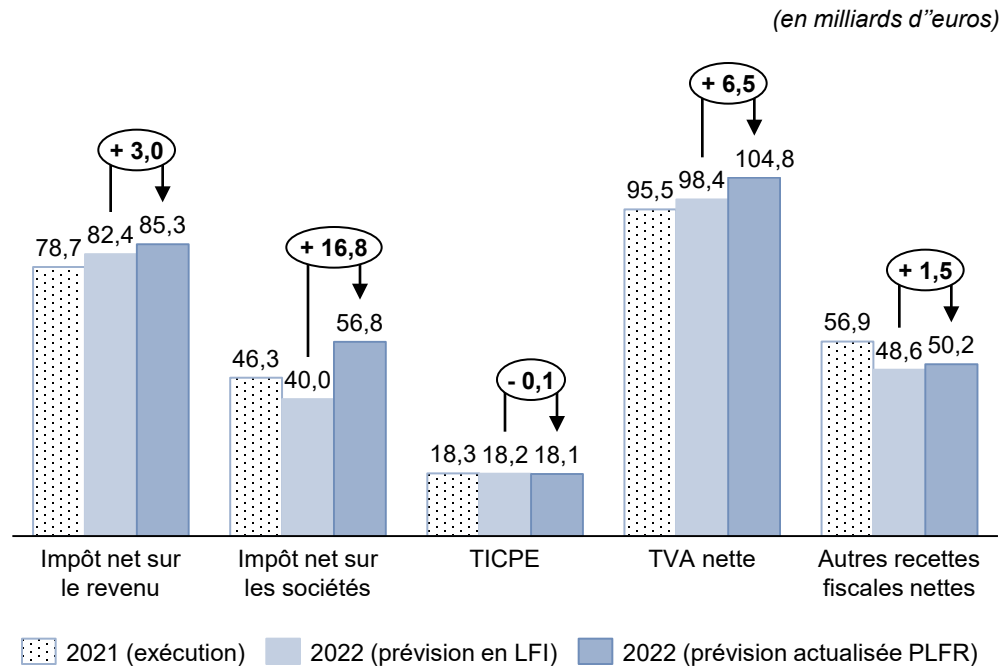
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely the French National Assembly, with a red overlay. The hall features ornate architecture, including a central stage with statues and a large clock on the wall. The text is centered in the foreground.

**Les recettes de l'État :
une réévaluation de plus de
30 milliards d'euros**

La plupart des recettes fiscales nettes sont réévaluées à la hausse, pour un total de 27,6 milliards d'euros

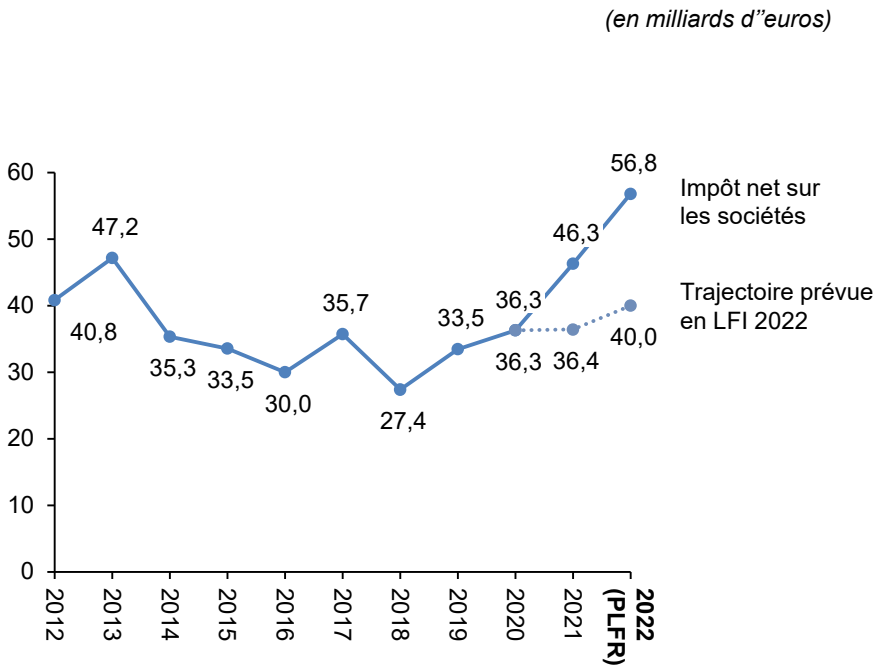
Évolution des prévisions de recettes fiscales nettes



Total :
+ 27,6 milliards d'euros

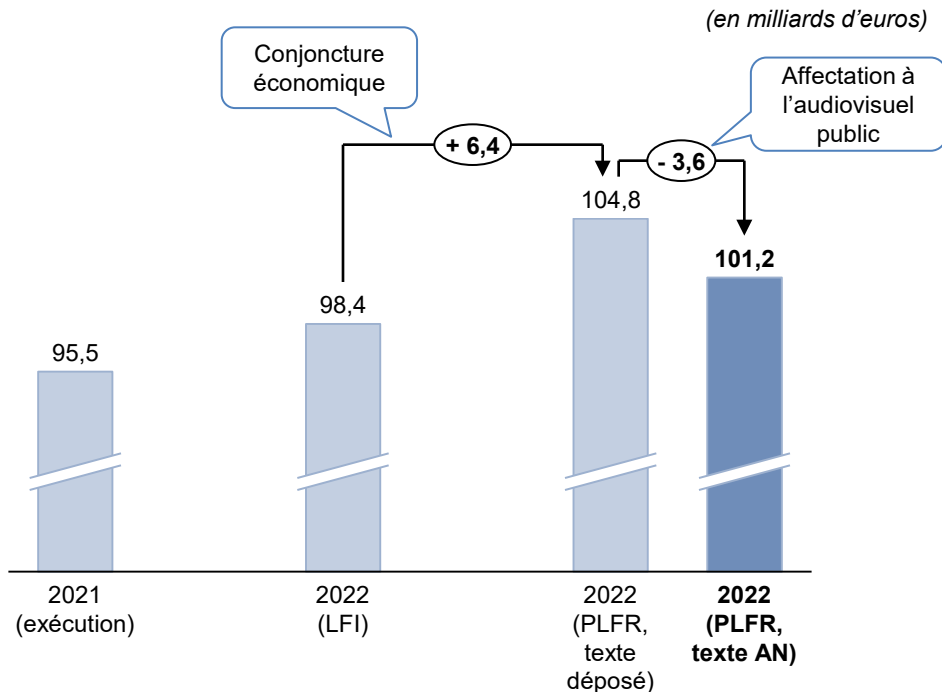
Les recettes d'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée bénéficient de la conjoncture économique

Évolution des recettes d'impôt net sur les sociétés entre 2012 et 2022



Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

Évolution des estimations de taxe sur la valeur ajoutée affectée à l'État



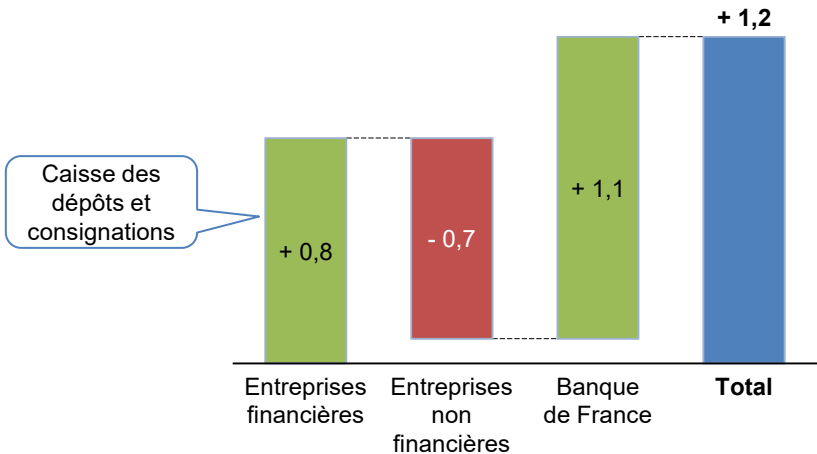
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Les recettes non fiscales sont revues à la hausse de 3,6 milliards d'euros

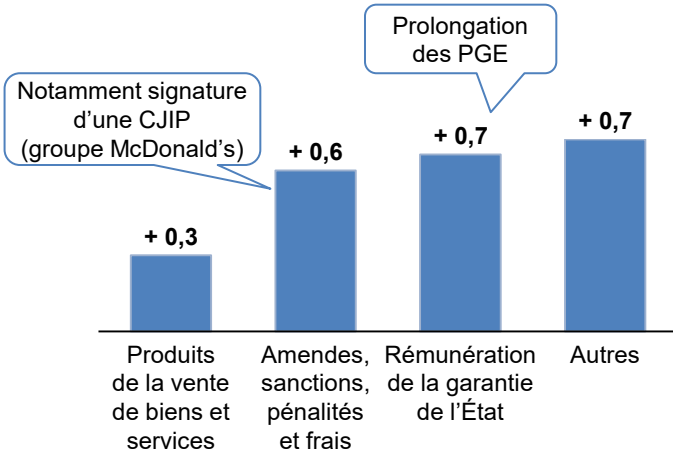
Évolution des estimations de recettes non fiscales dans le projet de loi de finances rectificative

(en milliards d'euros)

Dividendes et recettes assimilées



Autres recettes non fiscales



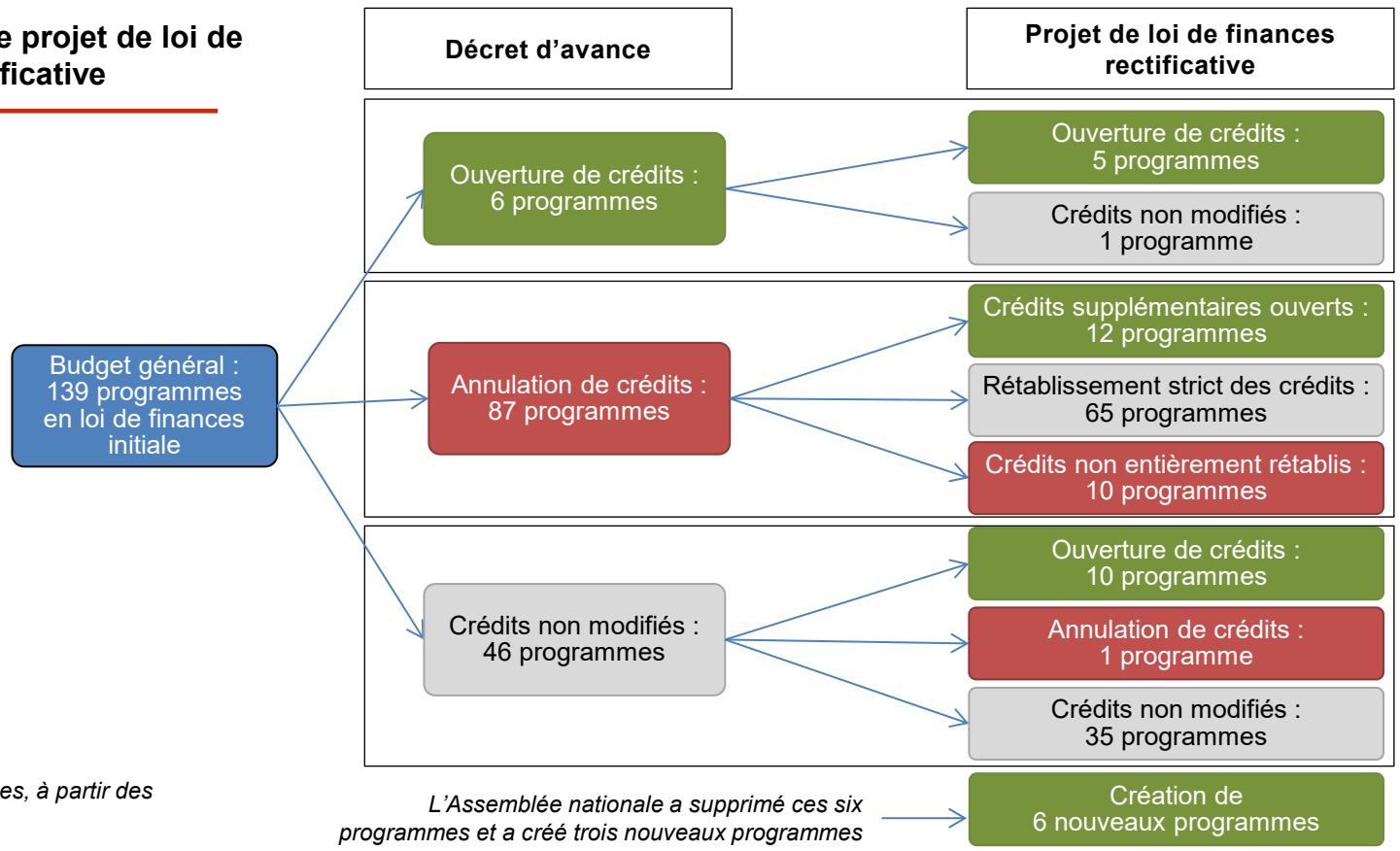
Source : commission des finances, à partir de l'état A et de l'exposé général des motifs du projet de loi de finances rectificative

The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely the French National Assembly, with a red overlay. The hall features ornate architecture, including a central stage with statues and a large clock on the right wall. The seating is arranged in a semi-circle, and many people are seated at desks, facing the stage. The text is centered over the image in a large, white, sans-serif font.

**De nombreuses dépenses nouvelles,
pour un montant proche de 50 milliards
d'euros**

Le projet de loi de finances rétablit dans l'ensemble les crédits annulés par le décret d'avance

Le décret d'avance et le projet de loi de finances rectificative

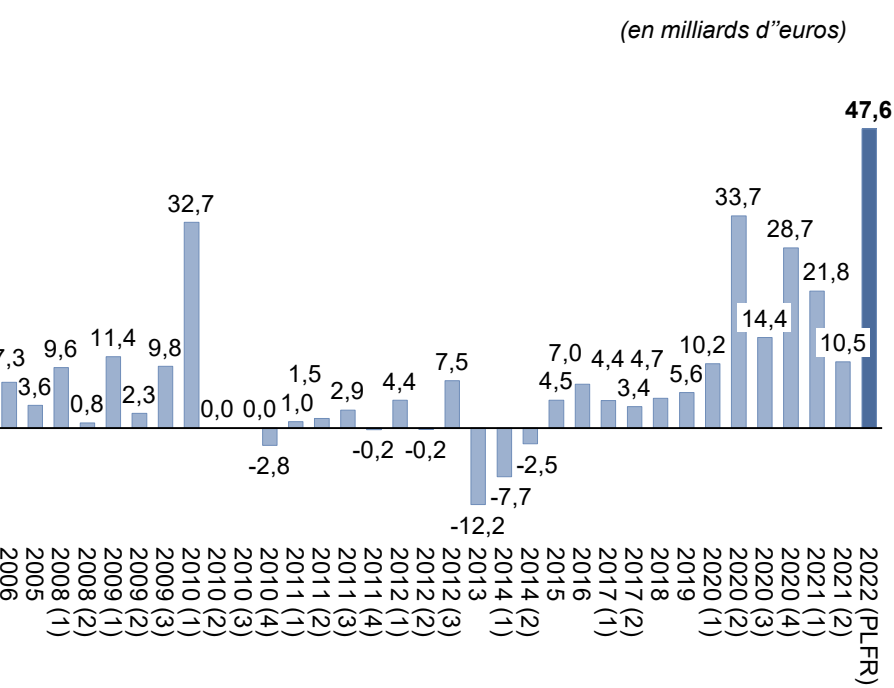


Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

L'Assemblée nationale a supprimé ces six programmes et a créé trois nouveaux programmes

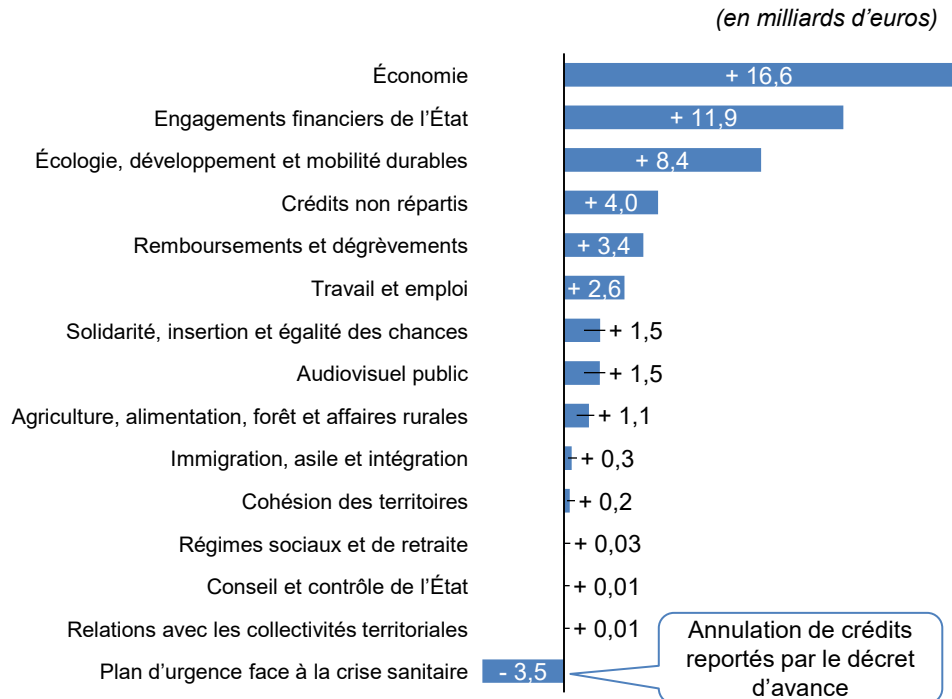
Les ouvertures de crédits atteignent un niveau inédit et aucune mission du budget général ne fait l'objet d'économies

Ouvertures nettes de crédits sur le budget général en lois de finances rectificatives depuis 2006



Texte initial du projet de loi de finances rectificative
 Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

Ouvertures de crédits par le décret d'avance et le projet de loi de finances rectificative



Texte initial du projet de loi de finances rectificative
 Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Les ouvertures de crédits tendent à améliorer les rémunérations et répondent aux crises de 2022, mais portent aussi sur des questions sans lien avec les nouveaux enjeux de l'année

Des dépenses renforçant les rémunérations

- La revalorisation du point d'indice des fonctionnaires
- Le financement de l'extension des accords du Ségur
- La revalorisation anticipée des pensions de retraite et d'invalidité
- La revalorisation du régime indemnitaire des magistrats administratifs et financiers

La réponse aux crises apparues ou renforcées en 2022

- La prolongation de la « remise carburants », l'aide aux entreprises énérgo-intensives
- Les participations financières de l'État (EDF)
- La revalorisation de certaines aides sociales
- L'aide aux employeurs d'alternants
- Une très forte hausse de la dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
- Les aides au secteur agricole

La suppression de la contribution à l'audiovisuel public

- La volonté gouvernementale de supprimer la contribution à l'audiovisuel a créé un besoin de financement dès 2022
- Alors que le Gouvernement avait proposé la création d'une mission budgétaire, l'Assemblée nationale a choisi plutôt d'affecter une part de TVA.

Des lignes budgétaires diverses

- Une forte subvention à France compétences
- Des crédits pour les trains d'équilibre du territoire, pour le renouveau du bassin minier, pour les opérations « Quartier d'été »...
- Mais aussi pour la conclusion d'un bail immobilier du ministère de l'intérieur ou la rénovation de bureaux des ministères sociaux



Projet de loi de finances rectificative pour 2022

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Judi 28 juillet 2022

